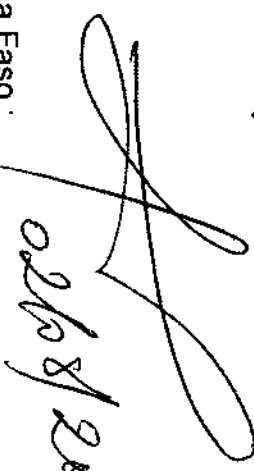


**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

Vu la Constitution ;  
Vu le Décret N° 2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;  
Vu le Décret N° 2013-02/PRES/PM du 02 février 2013, portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;  
Vu le Décret N° 2013-104/PRES/PM/SGG-CM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;  
Vu la Loi n° 006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux Lois de Finances ;  
Vu le Décret N° 2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique ;  
Vu le Décret N° 2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics ;  
Vu le Décret N° 2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;  
Vu le Décret N° 2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics ;  
Vu la Loi N° 051-2012/AN du 8 novembre 2012 portant loi de finances pour l'exécution du Budget de l'Etat, Gestion 2013 ;  
Vu la loi N° 021-2013/AN du 23 mai 2013 portant loi de finances rectificative de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2013 ;

**DECRETE**

*VI 8446 N° 0525*  
  
*02/08/2013*

**Article 1:** Sont ouverts à titre d'avances sur le titre 4 du budget de l'Etat, gestion 2013, des crédits applicables aux imputations mentionnées dans le tableau ci-dessous :


Sous-chapitre				Lignes			
03	74126					<b>MAÎTRISE OUVRAGE BAGRÉ</b>	249 000 000
		63				<b>Subventions d'exploitation</b>	249 000 000
			631			Subvention aux établissements publics	249 000 000
				39		Divers subv charges récurr.	249 000 000
24	41114					<b>FONER</b>	710 000 000
		63				<b>Subventions d'exploitation</b>	710 000 000
			631			Subvention aux établissements publics	710 000 000
				29		Appui divers	710 000 000
40	47113					<b>CNRST</b>	346 367 110
		63				<b>Subventions d'exploitation</b>	346 367 110
			631			Subventions établissements publics	346 367 110
				11		Salaire personnel structure	346 367 110
99	83405					<b>Fonds intrants coton</b>	7 000 000 000
		64				<b>Autres transferts courants</b>	7 000 000 000
			642			Transferts courants aux institutions non lucratives	7 000 000 000
				34		Appui aux activités (Associations)	7 000 000 000
99	99118					<b>SUBVENTIONS HYDROCARBURES</b>	4 000 000 000
		64				<b>Autres transferts courants</b>	4 000 000 000
			649			Autres transferts courants	4 000 000 000
				61		Exonération des hydrocarbures	4 000 000 000

**Article 2:** les crédits ouverts à l'article premier ci-dessus sont soumis à la ratification du Parlement conformément aux dispositions de l'article 42 de la loi N° 006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux Lois de Finances.

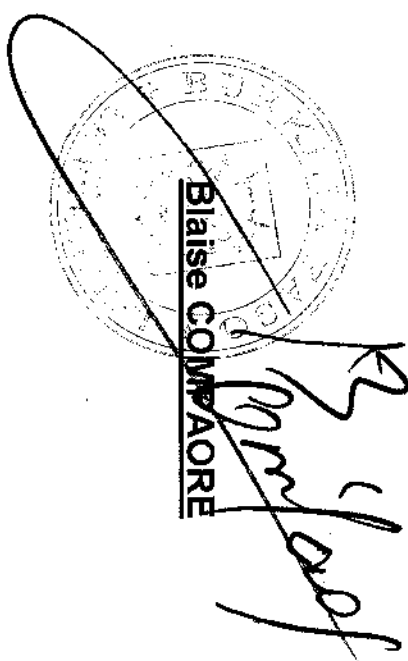
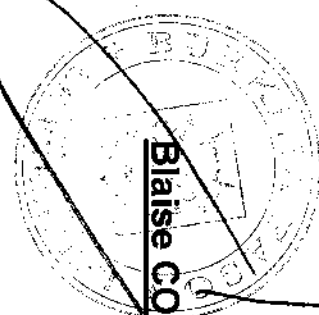
Article 3: le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 02 aout 2013

Le Premier Ministre



Beyon Luc Adolphe TIAO

  
  
Blaise COMPAORE

Le Ministre de l'économie et des finances



Lucien Marie Noël BEMBAMBA

